

Présentation d'une enquête (politique) à l'initiative de Venant B. sur le refus d'enfanter et le non-désir d'enfant. Dans un second temps vous trouverez quelques commentaires de J.Wajnsztein sur cette démarche.

Refus d'enfanter et non-désir d'enfant

Mon intention est, à partir du rappel historique de l'appel militant du début du XXème siècle à la "grève des ventres", d'examiner cette différence qu'après 1968, sans consigne militante, d'une manière diffuse aux motifs variés, il y a eu aussi une "grève des ventres", qui utilisa derechef la contraception tout juste légalisée¹.

L'enquête suivante s'appuie donc sur un faisceau de présomptions qu'il y a eu suffisamment de points communs entre toutes ces *défections* vécues subjectivement pour tenter des rapprochements. Dans un premier temps, un questionnaire se tournera vers des femmes "ayant été en âge de...", puisqu'il s'agissait pour elles de se soustraire à la pseudo-détermination naturelle en démontrant que leur existence ne se reconnaîtrait pas dans le statut de "pondeuses". Quant à moi, géniteur mâle, j'ai vécu fortement la hantise de l'enfantement : les pratiques de contraception de mes compagnes étaient souvent aléatoires - mais sans que je fasse la démarche vers la vasectomie. Je ne tirerai pas une généralité de l'effritement ultérieur de mon refus d'enfanter, puisque l'horizon de l'enfantement m'a démontré qu'il n'était pas rationnel : ma fille est née moins d'un an après Tchernobyl. Dans l'après-68 le soulèvement pré-révolutionnaire s'est poursuivi en crise de la reproduction ; la mise en discussion de la façon de se projeter dans l'avenir s'est exprimée par la remise en cause des rôles sociaux : l'enfantement est situé en son cœur.

Cette enquête débutera par un préambule qui mettra en perspective historique l'apparition de plus en plus formalisé du désir d'enfant, permis par la contraception et ce que l'on appela à sa légalisation « la planification des naissances » (cf. l'association nationale toujours existante *le Planning familial*). Ensuite le questionnaire succinct s'appuyera sur l'affirmation que dans l'espèce humaine l'enfantement n'est pas naturel, puisqu'il est médié par le désir ou non d'enfanter ; ceci pour éclairer la forte culpabilisation à une époque qu'on a infligée aux jeunes femmes qui ne voulaient pas d'enfants, et à qui on reprochait de se soustraire à la « nature » en fait au rôle social.

La contraception moderne n'est pas le facteur déclenchant de cette dénaturalisation de l'enfantement : puisque auparavant, il y a déjà eu des femmes qui se sont volontairement (ou non ?) abstenues d'enfanter : religieuses, célibataires invétérées, courtisanes expertes, voire infanticides... (?). Il y a eu des méthodes vernaculaires de non-procréation ou de régulation (l'allaitement prolongé est-il seulement une légende ?) des naissances (une exploration historique manque sur ce sujet).

La question des motifs à la fois particuliers et généraux (misère économique, envoûtement religieux, etc.) prend bien en compte ces autres formes de défection à la reproduction comme certes facteurs premiers mais qui corroborent que la biologie de la reproduction est un fait social dans l'espèce humaine.

Cependant, même pour les inflexions subjectives qui nous intéressent ici – la désertion consciente de la reproduction par une petite partie de la génération d'après-68 -, on ne peut pas éviter de les inscrire dans des scissions historiques profondes dont elles ne pourraient être que l'habillage existentiel. : en l'occurrence, une pression capitaliste directe et indirecte a pu transformer, par une ouverture (!?) de la socialisation, l'horizon existentiel surtout des femmes :

à la fois en leur ouvrant davantage le champ du salariat ; en faisant entrer ainsi cette main d'œuvre en compétition avec celle des hommes dans cette fin du taylorisme aux tâches parcellisées, provoquant par là même une pression à la baisse sur les salaires ; la mobilisation de la gestation et de l'allaitement s'inscrivant contre la socialisation du salariat. et à la fois en instillant avec le début du chômage de masse, la sensation malthusienne diffuse d'une force de travail trop nombreuse à diminuer.

Bref, ce qu'on peut nommer tout simplement le déterminisme historique qu'il soit renforcé par la pression étatique (aussi bien la limitation des naissances en Chine, que les aides favorables à la natalité en France qui ont soutenu le trop fameux taux de fécondité), que par l'horizon historique qui appelle ou non à s'y projeter : l'entre-deux guerres avait certes pâti de la perte de millions d'hommes-géniteurs en 14-18, mais les familles " survivantes " ont vu leur fécondité en baisse. Reste à examiner comment le sentiment de vouloir maîtriser sa propre existence mène à vouloir se soustraire au déterminisme social dominant sans être sûr de s'affranchir totalement d'une marge d'ambivalence préfigurant l'époque sociale suivante.

À propos d'ambivalence, la vérité ontologique que « *dans l'espèce humaine l'enfantement n'est pas naturel* » risque à l'avenir de se plier de plus en plus à la combinatoire folle des apprentis sorciers scientifiques des bien mal nommées " sciences du vivant " : s'annonce infini le bidouillage de la reproduction pour pallier les dysfonctionnements biologiques, provoqués par ailleurs par l'empoisonnement croissant de l'espèce humaine : *le salariat des ventres* des mères porteuses devenant une réplique inattendue au mot d'ordre militant du début du XXème siècle de *grève des ventres*.

L'abstinence à la reproduction – et ses différentes déclinaisons -, participe de la banalisation de la contraception mais comme un détournement marqué et radical de l'intention qui présidait à la seule « planification des naissances » ; celle-ci même n'a pas tout révolutionné : des enfants continuent de naître fruits du hasard et dans les époques

historiques précédentes la formation de jeunes couples avec un projet familial supposait le désir d'enfant, voire le talent d'espacer les naissances – quant à aujourd'hui, du fait de la dissémination des perturbateurs endocriniens, davantage de couples sont frappés de stérilité involontaire !

On sait que la natalité varie amplement selon les pays au sein même d'un ensemble géographique et socio-politique : en Europe par exemple les pays latins ont une natalité bien plus faible qu'en France. Des démographes se sont penchés sur les motifs de ces variations fortes dans un ensemble au mode de vie relativement homogène : Hervé Le Bras évoque explicitement une "*grève des ventres*" dans les pays occidentaux à faible natalité en la reliant à la facilité, ou non, d'accès des jeunes femmes au marché du travail, celles-ci se maintenant disponibles pour ne pas rater l'occasion propice ; ou bien du fait d'une politique de crèches insuffisantes, les jeunes femmes devant opter soit pour l'absence d'enfant soit pour être femme au foyer. Inversement, en France, la plus forte natalité peut aussi bien être lue comme la possibilité de se retirer temporairement de la sphère du travail et *revenir* à une socialisation peut-être plus douce (?), antérieure à la mobilisation des femmes pour la production moderne.

En définitive, même si la subtilité des variations subjectives ne se reconnaîtra pas dans le face-à-face tranché des trois questions suivantes, il revient à des réponses de savoir aussi modifier ou détourner les questions. Le glissement entre non-désir d'enfant et refus d'enfanter n'est pas anodin : c'est la part du hasard qui disparaît entre les deux. Le non-désir d'enfant peut être tributaire des circonstances de la vie dont la rencontre de l'amour est la première. Le refus d'enfanter s'exprime alors que toutes les "conditions apparentes" peuvent être réunies : il s'agit alors, chez les jeunes gens – que nous fûmes – qui se sont volontairement abstenus, d'explorer quelles conditions suprêmes manquaient. Quant à lui, le non-désir d'enfant pourrait en définitive être plus radical encore par delà la simple inclination subjective personnelle – qui ne veut pas se donner de raisons générales – dans son illustration de la non-naturalité de l'enfantement. Pour résumer, celles et ceux qui portent le refus d'enfanter portent aussi en elles et en eux le possible de l'enfantement auquel ils renoncent ; le non-désir, lui en proie à une sorte d'indifférence sur la question, n'a même pas entr'aperçu les rives du possible de l'enfantement. À moins que le non-désir soit un refus d'enfanter qui s'ignore, inconscient, qui ne s'est pas systématisé : le refus d'enfanter dans sa forme tranchée prend valeur de déni d'appartenance à l'espèce humaine et au cours de sa reproduction. Le non-désir ne veut peut-être pas afficher cette sorte d'hostilité : il semble lui être indifférent.

Cette enquête s'articule sur un questionnaire assez sommaire et sur un inventaire plus touffu qui compensera le simplisme des questions.

Les questions sont :

L'absence d'évidence du possible de l'enfantement, forme élégante qui essaie d'unifier refus d'enfanter et non-désir d'enfant, vous paraît-elle prendre corps préférentiellement dans :
le rejet de l'égoïsme de l'enfantement qui ne se soucie pas du devenir du petit être humain à venir ?

le rejet du rôle parental et de son enfermement de l'existence, en l'état actuel de la reproduction, dans la cellule familiale triangulaire ?

le désir chez la non-mère (le non-père) d'une socialisation plus large, voire que l'enfantement ne contrarie pas un "projet professionnel" ?

Autrement dit, ressentiez-vous l'enfantement comme une histoire à venir risquée pour vous comme jeune adulte ou pour l'enfant possiblement à naître ?²

Je conçois aisément que chaque question puisse provoquer une arborescence de précisions et d'apports complémentifs : ce que le jeune adulte a pu vivre de décevant dans le modèle parental qu'il a eu sous les yeux étant enfant, ou bien la poursuite du défi adolescent lancé à ses parents, lors des difficultés d'insertion dans le monde, « *je ne vous avais pas demandé de me faire* » repris à son compte et inversé, honoré en quelque sorte d'une sorte de cohérence.

L'inventaire suivant portera donc sur les motifs supposés du refus d'enfanter, puisqu'à la différence, le non-désir est éminemment subjectif et ne s'appuie sur aucune raison argumentée, encore que le témoignage suivant atteste que des "allergies" secrètes aient pu piloter cette « non envie » :

« J'avais, tout de même oublié de mentionner la raison première de ma non-envie d'enfant. Et je crois qu'elle a toujours, un peu, sa vérité, aujourd'hui. C'était vraiment le sentiment de devenir comme tout le monde, réellement me conformer à quelque chose (de) trop partagé par tous, me mettre sur le rail, rentrer dans le rang, ressembler aux autres, qui alors m'animait. Mon amie du moment a attendu un enfant et j'avoue ne pas avoir compris cette conversion à « la banalité ». La reproduction de l'espèce - le sort auquel consentent en général les humains - était le cadet de mes soucis.

Je ne suis pas sûre du tout que cela apporte de l'eau au moulin de ton enquête.

Pour moi, il était nécessaire que je te le fasse savoir. Une raison qui, je suis surprise, était drôlement bien cachée derrière les autres qu'elle n'a pu émerger l'autre jour dans ma lettre. Pourquoi restée dans l'ombre ainsi ? Étrange. » (J. de Nantes)

Ce pré-inventaire, pour l'instant, n'est pas exhaustif - et peut-il l'être ? - et s'est nourri d'une plongée dans ma mémoire à la recherche de mon refus d'enfanter. Le but de cette enquête et des réponses attendues peuvent être justement d'étoffer ce pré-inventaire :

- Le désir féminin à vivre une vie bien plus large que la fonction procréatrice ; le refus de l'identification sexuelle au volet de la reproduction - être femme sans être mère - préalable à

- la radicalisation, être individu sans être "genré", sans se conformer aux marques du genre ;
- Ce qu'il y a pu y avoir de prétentieux dans le refus d'enfanter : « *"moi", je n'enfante pas dans ces conditions d'inconscience. Pour "mon" enfant, il faudrait un monde parfait* »;
 - Ce qui ressort d'un rapport paradoxal avec la prolétarisation : à la fois parce que l'absence de maîtrise sur sa vie a ancré dans l'imaginaire populaire que les femmes prolétaires subissaient l'odyssée des grossesses non désirées à répétition ; le refus de cette prolétarisation des corps consisterait à ne pas « lapiner » ; mais inversement le prolétaire étant celui qui, sous le sens ancien, n'a pour toute richesse que ses enfants, le refus d'enfanter a accommodé l'enfant en richesse suprême à ne compromettre sous aucun prétexte ;
 - Un sentiment chez des futurs parents d'être dépossédés de leurs enfants (ce qui faisait déjà le fonds de la « grève des ventres » du début du XXème siècle manifestant le refus de faire des enfants pour la guerre) les enfants apparaissant davantage comme étant ceux de la société (pulsions de consommation, sursocialisation, etc.) que ceux de leurs parents. La question de la transmission culturelle intergénérationnelle devient aigüe, aussi bien parce que les parents sont dépouillés de toute valeur propre ou parce que le paradigme du spectacle marchand emporte tout sur son passage. Le refus d'enfanter peut être lu comme le refus de faire des enfants pour ce spectacle marchand (que l'on pourra retrouver bientôt sous la considération de « l'empreinte écologique », qui établit que chaque nouvel Occidental consommera à lui seul x fois plus de ressources non renouvelables qu'un petit Africain) ;
 - L'insatisfaction de la relation parents-enfants, a fortiori dans l'enfermement de la cellule familiale et de ses traumatismes ;
 - Le sentiment que s'arrêtent avec soi la malédiction de l'aliénation, et sa transmission, le conditionnement à la résignation ;
 - L'allergie à s'installer dans cette vie-là ;

Venant, 31 janvier 2014

Commentaire de l'enquête de Venant sur le non-désir d'enfant

Un mot tout d'abord sur la méthode de l'enquête : celle-ci portant sur le non-désir d'enfant et non pas sur le désir ou non d'enfant tu introduis ce que les sciences sociales appellent un biais sociologique qui a ici des incidences du point de vue d'une critique politique. J'en dénombre deux :

- premièrement, tu te retrouves dans la situation du fameux rapport Kinsey sur la sexualité des américains dans les années 1950, lequel avait interrogé, de fait si ce n'est

volontairement, une majorité d'homosexuels pour répondre au questionnaire, à la différence près que tu assumes la démarche alors que Kinsey la cachait. Cela a deux conséquences. Tout d'abord tu n'interroges que les femmes qui ont été à un moment au moins en accord avec ton présupposé indiscutable pour toi puisque tu le qualifies de « vérité ontologique » (mais que cherches-tu alors à vérifier ?) Ensuite, tu n'interroges que des femmes, ce qui laisse supposer que ce sont elles qui comptent et uniquement elles sur cette question. Mais alors n'est-ce pas reconnaître, *a contrario*, une puissance particulière aux déterminations à travers la dimension physiologique de la reproduction et l'asymétrie entre les sexes que les théories du genre cherchent à transformer ou camoufler en domination genrée et discrimination ? D'où d'ailleurs ta crainte d'une « combinatoire folle » que tu perçois d'ailleurs surtout comme produit d'un « système » qui serait extérieur à nous (les sciences du vivant que développent le capital) et non pas comme l'interaction entre les désirs de l'individu de la société capitalisée et les développements technologiques récents de cette même société.

- deuxièmement, le choix d'une enquête rétrospective où c'est la mémoire est lourd de possibles surinterprétations et distorsions. À la limite on peut même dire qu'en remettant dans le contexte de l'époque le questionnement sur le non-désir d'enfant, sans le confronter à ce qui s'est passé par la suite dans la vie des individus, tu enlèves à l'enquête la possibilité de faire ressortir si ce non-désir peut constituer une preuve de la « vérité ontologique » que tu avances ou un simple moment de « défection » idéologique ou activiste.

Je suis très étonné de ta « thèse », car ce que tu affirmes, à savoir le non-désir d'enfant comme preuve de l'absence de détermination naturelle³, me semble plutôt indiquer l'inverse. En effet, il faut des événements extraordinaires, que ce soient des menaces de guerre ou de grands « orgasmes de l'histoire » comme ceux qu'on a connu dans les années autour de 1968 pour que la révolte à la fois politique et morale, accompagnée malheureusement d'une surcharge de volontarisme idéologique, produise aussi des bouleversements dans la vie quotidienne sur les bases du plus rien n'est tenable comme avant et tout devient possible maintenant. Toutes les normes sont alors taxées de régressives et oppressives, car ce qui prédomine c'est le travail du négatif. À bas le travail, à bas la famille, à bas l'autorité, etc.

Toutefois tu t'avances beaucoup, sans statistiques à l'appui, pour dire que le non-désir d'enfant a été un mouvement puissant dès cette époque ou alors il faudrait le réduire à quelques petits milieux politisés ou féministes d'avant-garde. Quant à moi, je vois deux raisons au moins pour en douter : d'abord, statistiquement, pour un pays comme la France, le taux de natalité continue à progresser au moins jusqu'à la seconde moitié des

années 1970, époque où les effets de la loi Veil⁴ vont se surajouter à un renversement de tendance, sans en être à l'origine ; par ailleurs, les périodes révolutionnaires ou ressenties comme telles sont assez souvent « vitalistes », contrairement aux périodes de crise politique ou économique qui sont plus mortifères et malthusiennes. Cet aspect a peut être joué à contre-tendance de celle à la libération sexuelle séparée de sa fonction de reproduction. Par rapport à ce que tu dis, l'après 1968, tout en ayant été (tu le qualifies comme tel) un soulèvement prérévolutionnaire n'a pas entraîné une « crise de reproduction » au sens de crise de la procréation. Qu'il y ait eu une crise de reproduction des rapports sociaux est autre chose et on peut s'accorder là-dessus.

Pour ce qui est de la procréation, la crise est bien postérieure et commence dans les années 1980 qui sont, tu le sais, de notre point de vue, des années noires. La baisse de la natalité y intervient en dehors de toute grève des ventres. La société permissive et hédoniste de consommation participe alors largement du décrochage entre rapports sexuels et procréation (cf. tout le passage du livre sur les autonomisations du sexe).

Il est d'ailleurs abusif de parler de crise à ce propos et à cette époque puisque ce n'est qu'avec le souci des retraites que la question du vieillissement de la population sera posée et aussi, pour certains pays, la nécessité d'ouvrir les frontières pour pourvoir à l'offre abondante d'emplois sous-qualifiés refusés par une population locale dont les conditions sociales se sont améliorées. Les lois sur l'avortement ne sont pas prises pour gérer une quelconque crise de reproduction comme il me semble que la brochure de Négation « Avortement et pénurie » l'énonçait à l'époque, mais là encore pour lever un verrou sous le coup à la fois des luttes des femmes, des nécessités de santé publique et d'une meilleure intégration de la femme au marché du travail. Il faut se rappeler qu'à l'époque la crise du travail n'est pas encore due à l'inessentialisation de la force de travail, mais bien plutôt à sa critique.

Pour essayer de donner un contenu plus précis à ceci, revenons aux statistiques. Les pays qui connaissaient les plus bas taux à la fin des années 1960 étaient certains pays du socialisme réel comme la RDA, un taux qui ne devait rien aux soubresauts contestataires et tout à la crise du logement, la morosité ambiante, un haut taux d'activité féminine, etc. Quant aux pays scandinaves qui n'ont pas connus non plus de périodes très prérévolutionnaires, ils n'en ont pas moins maintenus, eux, pays de la révolution sexuelle et de la remise en cause des rôles et du machisme, les plus forts taux de fécondité de l'Europe ! Par la suite, les pays qui ont connu les effondrements de taux les plus spectaculaires ont été l'Espagne et l'Italie dans les années 1980/90, mais les causes en ont été multiples (décatholicisation, crise du logement et du marché du travail, pas d'allocations familiales et pas de crèches et

maternelles alors que les très bas taux antérieurs d'activité féminine explosaient vers le haut). Pour ce qui est de mon expérience et donc de ma connaissance particulière de ce qui s'est passé en Italie, le moins qu'on puisse dire, c'est que malgré un mouvement féministe assez fort, la remise en cause des rôles s'y est avérée dérisoire ne serait ce que par rapport à un pays comme la France⁵. La baisse des taux a donc d'autres causes.

Ton oubli de l'outillage statistique en démographie te fait assimiler de fait une baisse du taux de natalité avec le non-désir d'enfant ce qui est allé vite en besogne, car premièrement ce taux de natalité baisse mécaniquement actuellement en raison du vieillissement de la population ; il est donc plus opportun d'utiliser le taux de fécondité pour des comparaisons dans le temps. Mais ce taux de fécondité qui a effectivement baissé à partir des années 1980 ne nous renseigne pas directement sur la structure des familles qui fait l'objet pourtant d'une transformation marquante par la baisse du nombre d'enfants par famille, une baisse très nette qui correspond à une autre transformation qui est celle de la « moyennisation » dans les sociétés riches (la fameuse courbe en U qui mesure le rapport entre nombre d'enfants et revenus s'aplatit donc de plus en plus), mais par contre les familles avec enfants ne sont pas en régression. S'il y a un « désir », c'est celui de reprendre le contrôle des naissances, mais on peut dire que ce que tu appelles le « désir » d'enfant est toujours là. Les appels à de nouvelles formes comme la PMA et la GPA montrent la force idéologique de cette « nature » puisque cela peut même être revendiqué dans l'optique d'un devenir hors-nature de l'homme capitalisé, l'homme prothèse comme disait Camatte. Et pour ce qui est de la comparaison que tu juges paradoxale entre « grève des ventres » et « salariat des ventres », je trouve qu'elle participe, non pas bien sûr de la même démarche idéologique, mais de la même erreur de méthode qui est de vouloir parachever la scission entre rapport à la nature intérieure et rapport à la nature extérieure, fruit d'une domination plus que millénaire et seulement modernisée par le capital.

D'une manière générale tu as du mal à saisir que les déterminations naturelles du genre humain sont en même temps sociales. Cela t'amène à nier toute naturalité à l'enfantement pour faire du genre humain une espèce à part⁶. C'est pour éviter cela que dans le livre je parle de déterminations naturelles/sociales. D'où un discours de ta part que je qualifierais d'hésitant. Dans certains passages tu parles « d'ambivalence » et même de marge d'ambivalence (p. 2, fin du 1er paragraphe), mais n'est-ce pas alors reconnaître une marge par rapport à la détermination naturelle et donc le côté indissociablement naturel/social de la détermination que nous développons ? Ce n'est pas clair, car tu parles aussi dans le même passage de « s'affranchir de cette marge d'ambivalence ». Cela voudrait dire alors ne plus se situer dans la détermination ce qui réintroduit une « ambivalence » entre ma liberté (qui résiderait dans l'indétermination) et la société (répression et contrôle qui garantissent la

sécurité de ma liberté). On retrouve la même hésitation quand tu écris : « la biologie de la reproduction est un fait social de l'espèce humaine ».

Dans les deux cas, c'est t'installer dans une réflexion binaire : ou naturel ou social, ou inné ou acquis, ou naturel ou culturel⁷. Ainsi, pour toi, l'enfantement ne serait pas naturel puisqu'il est médié par le désir ou le non-désir, mais je suppose que tu ne cèdes pas pour autant à l'idée de libre choix ? Alors, comment comprendre ça ?

On retrouve cet aspect binaire dans l'idée qu'on doit se réapproprier son corps. Certes dans les mouvements des années 1960-70 « se réapproprier » semble correspondre à la nécessité d'une émancipation par rapport à une dimension patriarcale du capitalisme qui perdure encore à l'époque malgré déjà des changements législatifs. Toutefois, ce n'est plus la même situation qui prévaut ensuite dans la mesure où le sens originel de désaliénation se perd dans des revendications de propriété sur le corps qui relèvent d'un nouvel individu atomisé, l'individu-démocratique-consommateur. Il est alors nécessaire de poser une matérialité des corps distincte de ce qu'est cet individu par ailleurs. Il a alors tendance à se poser comme un pur esprit avec une vision de son être érigé en essence alors qu'il est un être sensible doué d'une conscience de soi ce qui rend justement problématique cette séparation. D'où les difficultés et ambiguïtés qui peuvent en résulter dans les rapports humains quotidiens : où finit la séduction et commence la drague ? Quand commence le harcèlement ? Et en conséquence l'État doit mettre en place toute une panoplie juridique et procédurière pour couvrir toutes les situations possibles, tracer les lignes de partage entre ce qui est bien et mal, propre et sale sans que la norme soit claire puisqu'elle est aujourd'hui évanescence, sur le mode du multiple (cf. les passages sur le harcèlement et le viol dans mon livre).

Débordant du reste son origine religieuse, cette séparation est aujourd'hui quelque chose d'assez bien partagée comme on peut s'en rendre compte dans le cas de la prostitution quand les féministes pro-travail du sexe mettent en avant qu'il est tout à fait possible de séparer le corps prostitué et professionnalisé d'une tête qui reste libre et émancipée. Je ne dis pas que tu soutiens cet argument, mais j'y trouve une analogie de raisonnement.

Cette médiation dont tu parles fait justement partie de la « nature » du genre humain (cf. la notion de capacité dans la réponse à André) dont l'une des spécificités est de se poser au-delà de l'immédiateté (cf. là encore dans notre réponse, le concept de « conscience de soi » et le fait que le sujet agissant ne se confond jamais avec son activité immédiate d'où nos développements plus anciens, avec Ch. Sfar à propos de ce que nous avons appelé « l'aliénation initiale dans les nos 4 et 5 de Temps critiques). Sinon tu ne peux qu'opposer une prise de position individuelle ou au mieux une révolte ou une résistance subjective à une objectivité collective appréhendée comme une norme imposée. C'est là, il me semble, que se

glisse ta distinction entre non-désir d'enfant et refus d'enfanter. Une distinction que je trouve assez abstraite et pour tout dire artificielle quand on la pose en dehors de son contexte historique et politique.

Le propre du genre humain, comme j'essaie de le dire dans le livre, est de sans arrêt jouer des rapports à la nature : à la fois dedans comme dans un liquide amniotique et en même temps en dehors ou plus exactement à distance. C'est particulièrement net dans les sociétés dites primitives où leur volonté souvent soulignée d'être en osmose ou même en symbiose avec la nature extérieure est contre-balancée par la création de règles complexes de parenté ou d'alimentation ou de rapports au sang qui servent à les en distinguer. Ton exemple sur la contraception vernaculaire s'inscrit là-dedans : être avec et dans la nature, mais maîtriser socialement la reproduction. C'est toute la différence entre ces premières formes de société encore capables de maîtriser leur reproduction (et donc leur procréation vu l'importance de ce processus particulier dans la reproduction d'ensemble) et celles des pays pauvres ou « émergents » d'aujourd'hui qui sont complètement séparés de la nature extérieure parce que le capital s'y est développé dans la destruction des structures traditionnelles, mais qui restent dépendants de pouvoirs religieux et/ou étatiques qui légifèrent à la hussarde sur ces questions (Inde et Chine jusqu'aux années 1970 par exemple).

J.Wajnszejn, le 18/06/2014⁸

1. (- Ci-joint en annexe un texte récemment paru, « *Déclarer la grève des utérus* » de Beatriz PRECIADO, dénonçant la nouvelle loi espagnole encadrant sévèrement l'avortement. On remarquera que l'appel à l'abstinence touche seulement la pénétration vaginale/phallique ! L'auteur qui démontre que l'utérus est « *un espace public que se disputent pouvoirs religieux et politiques, industries médicales, pharmaceutiques et agroalimentaires* » en conclut logiquement, dans son inventaire des pratiques non-conceptives, par exclure la contraception chimique ou mécanique. [↩])
2. Dans le film « *Le regard de Georges Brassens* », on l'entend porter un regard rétrospectif sur comment il a mené sa vie et pourquoi il ne s'est pas marié avec la femme de sa vie, n'a pas créé un foyer et conséquemment n'a pas voulu avoir d'enfants. Ses propos sont, à peu près : qu'il n'avait pas voulu « embarquer » femme et enfants dans sa trajectoire. Cette pensée est intéressante car elle se situe à mi-chemin de la seule préservation de, mettons, sa carrière artistique et du souci de la vie des enfants à naître.
À la fois, il n'y a pas de compromis possible avec le feu poétique qui le dévore et contre lequel il ne veut pas dresser d'obstacles ; à la fois il ne consentait pas, dans son imagination de « la chose » d'avoir des enfants à *moitié* dont il ne se serait pas occupé.

(Ce qui éclaire par exemple la destinée que se donnent certains nouveaux géniteurs qui se veulent pères à plein temps.)

La projection négative de Brassens n'est pas tout à fait celle de J. de Nantes : car pour celle-ci l'allergie de la vie institutionnalisée s'y exprimait en premier lieu, avec le projet de vivre sa vie, et le pressentiment que cette vie institutionnalisée la ferait retomber, si elle avait des enfants, dans les ornières du rapport faussé et conflictuel parents-enfants, mais en position inversée. Le point de vue de J. de Nantes, réflexion faite, a ouvert des pistes : ne pas vouloir enfanter c'est aussi ne pas vouloir être parent ; ne pas vouloir reproduire ce qu'on a vécu comme enfant soit que les parents s'y soient mal pris, soit qu'en tant qu'enfant on ait pu être injustement « infecte » ; s'en rappeler et le regretter – et ne pas vouloir prendre le risque de le subir. [↩]

3. Au niveau de l'emploi des termes, ton usage du vocable « pseudo déterminations naturelles » me paraît très dommageable à une confrontation de positions solides. Il est vrai que tu as écrit cela avant le déchaînement des passions médiatiques, mais c'est très proche de la méthode utilisée pour euphémiser les théories du genre quand, comme je l'ai dit dans le livre, la presse utilise de façon systématique le qualificatif de « prétendues » devant théories du genre. Chez toi « pseudo » joue le rôle de « prétendues ». C'est comme si la thèse adverse était délégitimée à l'avance parce qu'elle ne serait que le produit de l'idéologie réactionnaire ou de l'inculture des milieux populaires. [↩]
4. Cette loi sur l'avortement est d'ailleurs sujette à de fortes différences d'appréciation puisque dans la brochure de la revue Négation : « Avortement et pénurie », elle est présentée comme le signe que le capital n'a plus besoin de la force de travail vivante ou du moins que sa plus grande part est devenue surnuméraire. Je mentionne dans le livre pourquoi cette thèse est simplificatrice et du même type que celle défendue, sur un autre sujet certes, dans la brochure bordiguiste « Auschwitz ou le grand alibi » (d'Axelrad, membre du PCI). [↩]
5. Le rythme des changements est toujours sujet d'étonnement. Des pays « en retard » du point de vue des mœurs comme l'Italie et l'Espagne ont rattrapé très vite ce retard comme on a pu le voir avec les lois légalisant le cannabis, une loi sur l'avortement très large, à l'anglo-saxonne, l'institution du mariage homosexuel, etc., mais tout cela reste superficiel, car ça ne rentre pas immédiatement dans la chair du pays. La néo-modernité est de surface. Il ne faut pas s'étonner de ce qui se passe actuellement en Espagne à propos de la nouvelle loi sur l'avortement. Aucun complot de la part de l'Opus Dei comme cherche à le faire croire B. Preciado dans ses rubriques dans le journal Libération, juste un retour de bâton dans une société restée plus conservatrice en profondeur que ne le voulaient ces dirigeants pro-européens et anciens gauchistes à

la Barroso. [↔]

6. On pourrait prendre d'autres exemples comme celui de l'allaitement qui ne serait pas naturel puisque des femmes le refusent... et que le lobby du lait industriel y souscrit. Mais pourquoi le retour actuel de l'allaitement alors ? Les gauchistes/ féministes du Québec répondent : c'est dû à la propagande du capital (cf : <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2014/06/01nouveautés-au-remue-ménage.lapromotion-de-lallaitement-au-Quebec>). Il est permis d'en douter et les féministes différentialistes ont mis le doigt là-dessus même si on peut estimer qu'elles n'ont fait que tordre le bâton dans l'autre sens. [↔]
7. Pour des précisions sur ce point tu pourras te reporter à la réponse faite par Laurent et moi-même à la lettre d'André, à paraître sur le blog. [↔]
8. Une première version de ce texte a été présentée par JW puis discutée au cours d'une réunion informelle avec E, G, L et P le 14/06/2014, avant de faire l'objet, suite à ça, d'une réécriture par JW. [↔]